

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(10^e édition. – Décembre 2002)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(7^e édition. – Décembre 2002)

ACCORD DU 10 JANVIER 2005
RELATIF AUX PRIMES CONVENTIONNELLES ET LA PRIME D'OUTILLAGE
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0550167M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;
La CAPEB de la région Limousin ;
La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

La CFDT construction, bois du Limousin ;
L'URCFTC du bâtiment de la région Limousin ;

L'union syndicale de la construction CGT du Limousin ;
 Le syndicat Force ouvrière du bâtiment de la région Limousin ;
 Le SNC-CGC du bâtiment de la région Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 1.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, les montants des primes conventionnelles, applicables dans la région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

L'exercice normal du métier ne peut donner lieu à l'attribution d'aucune prime particulière.

Seuls les travaux occasionnels, tels que définis ci-dessous, présentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisance particulières seront indemnisés aux taux prévus.

Définition des travaux présentant des conditions d'insalubrité

Montant à compter du 1^{er} janvier 2005

DÉFINITION DES TRAVAUX	MONTANT HORAIRE (en euros)
1. Travaux de fumisterie	
a) Travaux occasionnels de ramonage	0,60
b) Travaux occasionnels de démontage ou piquage de chaudière, travaux effectués dans les fours occasionnels, foyers, conduits et gaines de cheminées	0,60
2. Travaux en hauteur, dans l'eau, au marteau-piqueur	
a) Montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines à une hauteur supérieure à 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol	1,23
b) Travaux occasionnels sur échafaudages volants ou nacelles	0,60
c) Travaux occasionnels à la corde à nœuds	0,92
d) Travaux occasionnels sans échafaudages à plus de 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol	0,60
e) Travaux occasionnels dans plus de 10 centimètres d'eau	0,60
f) Utilisation pendant plus d'une heure d'un marteau-piqueur ou d'un brise-béton	0,92

DÉFINITION DES TRAVAUX	MONTANT HORAIRE (en euros)
3. Pénibilité due aux conditions d'insalubrité, d'ambiance ou de nuisance	
a) Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à 4 heures de produits soumis à la législation fixant les conditions d'emballage ou d'étiquetage des substances et préparations dangereuses ..	0,60
b) Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à 4 heures de matières caustiques, irritantes ou corrosives	0,60
c) Travaux effectués pendant une durée supérieure à 4 heures dans des vapeurs d'acide	0,60
d) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des fosses d'aisance après vidange	0,60
e) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des puits ou fouilles en tranchées dont le diamètre est inférieur à 2 mètres et la profondeur supérieure à 8 mètres	0,60
f) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des locaux où la température à l'intérieur	0,60
- ou bien est supérieure à 45 degrés ;	
- ou bien est supérieure à 35 degrés et accuse une différence de 20 degrés par rapport à la température extérieure.	
g) Travaux exécutés avec port de casque et lance thermique	0,60
h) Travaux de projection de béton à la lance	0,60
i) Travaux de carottage et sciage de béton	0,60

Article 2

En ce qui concerne la prime d'outillage, l'assiette forfaitaire horaire est fixée à 8,79 € à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 3

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2005 et feront l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 10 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)